

Les Politiques de transferts de revenues dans les médias en France: Le transfert du Revenu Minimum d'Insertion au Revenu de Solidarité Active

Income transfer policies in the media in France: Transfer of Revenu Minimum d'Insertion to the Revenu de Solidarité Active

Mariana Seno Flores¹

Résumé: Le Revenu de Solidarité Active pourrait avoir un effet très positif sur «l'image qui se fait» des allocataires des minima sociaux, cependant ils font l'objet d'une forte stigmatisation, principalement par rapport à l'opinion publique. Comprendre les effets promues par les médias, au sujet des allocataires des minima sociaux, au moment où il y a le transfert de la politique de Revenu Minimum d'Insertion (RMI) à la politique de Revenu de Solidarité Active (RSA) est essentiel pour la réflexion sociologique. En recueillant des discours sur le revenu Minimum d'Insertion et puis le Revenu de Solidarité Active à l'ordre du jour dans la blogosphère et en les analysant sociologiquement, je chercherai à comprendre les discours des médias ainsi que celui de la société à propos de ces programmes. L'hypothèse à être développée est de comprendre et analyser le transferts de ces politiques sociologiquement et les discours des médias lorsque le RMI et le RSA ont pris de l'espace dans les médias et la blogosphère.

Mots-clés: Production symbolique; Médias; L'opinion publique; Revenu Minimum d'Insertion; Revenu de Solidarité Active.

¹ Master Sciences Humaines et Sociales à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, avec la Bourse Ile de France (IDF). E-mail: mariana.seno.flores@gmail.com.

Abstract: The Revenu de Solidarité Active would have a very positive effect "about the images of minimum social beneficiaries", but they are subject to a strong stigmatization, especially in relation to public opinion. Understanding the effects promoted by the media on the beneficiaries of social minimum when there was a transfer of political Revenu Minimum d'Insertion (RMI) to the politique de Revenu de Solidarité Active (RSA), it is essential for sociological reflection. Gathering speeches about the revenu minimum d'insertion and, thereafter, about the Revenu de Solidarité Active on the agenda of the blogosphere, and analyze them sociologically, I will seek to understand the speeches of the media and of the society about these programs. The hypothesis to be developed is to understand and analyze the transfer of these sociologically policies and discourses of the media as soon as the RMI and RSA had space in the media and in the blogosphere.

Keywords: Transfer Policies; Media; Public Opinion; Revenu Minimum d'Insertion; Revenu de Solidarité Active

1. Introduction

Après le surgissement de "l'État-nation" comme une des conséquences de la Révolution Française, le pouvoir de mettre en œuvre certains changements au niveau de la sphère pas seulement politique, mais aussi sociale est à cet État. La représentativité et la légitimité dont l'État se sert rendent possible la détermination de ces changements. En raison de cet engrenage existant entre l'État et la société qu'il importe d'analyser ce pouvoir.

Dans la contemporanéité, le rôle de la communication concernant les politiques sociales a été d'articuler ces deux éléments - discours et pouvoir - surtout en considérant l'impact des médias à la création des pratiques hégémoniques et symboliques dans une dispute cognitive. Ces politiques sont devenues tant de l'ordre du jour dans les médias traditionnels tant de l'univers de la blogosphère, notamment en matière de journalisme économique, qui a adopté un caractère d'analyste devant les politiques sociales.

Les médias et l'opinion publique ont adopté un environnement défavorable par rapport aux politiques sociales. Dans le contexte contemporain, les technologies ont rendu plus simples les mécanismes de diffusion des

informations parallèles qui n'ont pas d'espace dans les médias traditionnels. Dans ce contexte, la blogosphère est devenue un important mécanisme de diffusion de l'information, c'est-à-dire, une nouvelle alternative pour cet écart.

Le pouvoir symbolique des médias traditionnels a été continuellement légitimé par les groupes dominants fondamentalement, toutefois la média traditionnel a perdu son monopole de l'information, en particulier celui concernant l'Internet, mais dans les nouvelles télévisées leur pouvoir symbolique dominant est maintenu. Dans la plupart des cas, ces discours sont des critiques aux programmes d'inclusion sociale. Bien que l'intention de ces politiques soit atteinte, prouvée empiriquement comme la réduction de la pauvreté, l'inclusion sociale, l'accès aux soins de santé, etc., les grands médias en ont produit des discours négatifs.

L'un des arguments consiste à renforcer que les zones des domaines dites de l'État seraient mieux succédées si elles étaient régies par "la dynamique du marché" et cet étatisme rendrait à décourager l'effort individuel, ce qui aggraverait le problème. Il est visible le conservatisme constitutif de ces discours de la vie publique et dans les grands médias. Les acteurs sociaux de ces discours sont des journalistes et des intellectuels, c'est-à-dire, la grande voix publique, et aussi de ceux et celles qui sont renommés dans la société, surtout en ce qui concerne les grands médias.

Les médias, influencés par la pensée d'une élite conservatrice de l'ordre et qui est bien considérée par la presse, selon Habermas (2003), représentent un nouvel espace dans la sphère publique, un espace qui n'appartient ni à l'État ni à la société, et qui a la fonction de médiateur de la communication entre État et société, comme médiateur du livre débat apportant l'opinion des citoyens. Pourtant il s'agit de la voie par laquelle des intérêts privés se soutiennent sans qu'en effet l'action communicative soit motivée. Bien au contraire : ce rôle des médias permet de produire des inégalités.

La méthodologie consiste en la théorie, les méthodes et les techniques d'analyse. Dans cette article, les données seront analysées à partir de la perspective de la sociologie économique, en particulier la méthodologie appliquée par Bourdieu. Il s'agit d'une sociologie économique qui à travers les caractéristiques dynamiques culturelles a pour but saisir les dynamiques économiques de la société.

La Sociologie Économique étudie les faits économiques qui peuvent généralement être analysés selon une matrice de concepts et de méthodes sociologiques qui les conçoivent comme soi-disant phénomènes économiques. Dans cette perspective conceptuelle nous avons le marché, les entreprises, le développement économique, etc. La Sociologie Économique prend une position critique sur la théorie économique. Dans le domaine de l'économie, selon Steiner (1995) n'existe pas *l'homo economicus*, un agent économique non socialisé.

En prenant en considération les faits économiques, les faits sociaux sont souvent déconsidérés, ce qui produit une construction théorique et abstraite, et par conséquent les acteurs économiques concrets qui se perpétuent ne sont autres que ceux qui ont une certaine identité, un tel genre, tel l'âge, entre autres critères du contexte social. Dans une nouvelle approche, les théoriciens de la Sociologie économique requièrent une nouvelle identité à eux, grâce à laquelle ils pourraient discuter les phénomènes économiques selon des concepts pertinents à la Sociologie.

En bref, la recherche s'encadre dans le domaine de la Sociologie Économique, mais avec un degré d'inspiration obtenu à partir de la pensée de Bourdieu, d'où il considère que les variables doivent être analysées en fonction du contexte social et non dans une forme d'isolement.

Désormais cette conception, l'hypothèse de «l'oppression symbolique» de Bourdieu, concernant l'idée de la parole, c'est-à-dire, la communication d'une personne à l'autre, et qui s'affirme publiquement en face d'autre, a constitué un

instrument fondamental d'expression de certains groupes sociaux en détriment d'autres groupes. Conçue comme objet d'analyse par cette recherche, l'oppression symbolique se voit promue par les médias dans le moment où les allocataires des minima sociaux sont exposés, en observant le déroulement du transfert de la politique de RMI à la RSA.

Il s'agit d'une démarche de pensée déductive. Cette logique de travail s'est imposée pour une meilleure appréhension de ce domaine d'action et a également semblé nécessaire pour une meilleure exploitation. La méthode est définie par l'examen de la documentation des politiques sociales en Europe, notamment en France, en se concentrant sur la politique sociale du RMI et du RSA.

L'analyse et collecte de données des discours dans la «blogosphère», comme des bénéficiaires aussi, ont été effectuées. En recueillant des discours sur les politiques sociales et en les analysant sociologiquement, nous pouvons comprendre la communication et l'intervention sociale dans les politiques publiques et comment le discours et le pouvoir s'articulent surtout sur l'impact des médias dans la création de pratiques hégémoniques et symboliques.

2. Sur les médias et les journalistes

Selon Bourdieu, les journalistes doivent être conscients de leurs responsabilités devant la société, surtout par rapport à la politique et à la démocratie. Cependant, la télévision et la presse ont accordé la parole à la concurrence pour l'audimat, donc cela renforce une vision discutable de la politique puisque ce sont les passions transmises par les moyens de communication qui sont fort exploitées.

Le concept «d'oppression symbolique» de Bourdieu va nous aider à comprendre comment les médias utilisent les moyens de communication comme une forme d'intérêts privés, une forme limite de politique et pas comme un instrument démocratique. Il y a une censure invisible ou encore une «perte

d'autonomie», une forme d'autocensure conformiste. Une censure politique, économique et sociale des journalistes qui finissent par faire partie d'un «instrument de maintien de l'ordre symbolique» selon (Bourdieu, 1997).

Les journalistes s'intéressent à l'extraordinaire. Ils n'ont pas vraiment compris la responsabilité de leurs paroles et des représentations qu'ils créent. Ils ne l'ont pas compris ou font semblant de ne pas comprendre. Ils produisent, comme disent les critiques littéraires, «l'effet de réel». C'est-à-dire qu'ils ont une puissance immense de faire croire et de créer des «représentations sociales jouant le rôle de l'arbitre de l'accès à l'existence sociale et politique». (Bourdieu, 1997).

Les médias ont la puissance «d'imposer des principes de vision du monde», en créant des divisions dans la société entre les personnes considérées comme étant «de bonnes gens» et celles considérées comme «de mauvaises gens». Les médias renforcent les oppositions politiques, gauche contre droite, sociales, riches contre pauvres et ainsi de suite, en créant des groupes de pression autour de certains intérêts.

Les médias sont des instruments avec beaucoup de contradictions, peu autonomes et avec certaines «*productions symboliques, relations de connivence*». Un *champ de productions symboliques*. L'impression est que, dans les médias, il y a un univers où les agents sociaux sont des «*marionnettes d'une nécessité qu'il faut décrire, d'une structure qu'il faut dégager et porter au jour*»(Bourdieu, 1997).

Bourdieu utilise la notion de *champ journalistique* pour comprendre le monde du journalisme. Le concept de *champ* est fondamental pour comprendre la structure des pratiques symboliques, à partir de la microsociologie. Le *champ qui* est analysé à partir des conflits et des relations de pouvoir, comme sur le marché, par exemple, est tant un concept qu'une marchandise, étant donné que tous les deux ont la capacité d'intervenir dans le *champ*. Le *champ journalistique* dispose d'une structure de force et de relations

fondamentalement symboliques, comme un type spécifique de capital. Le concept de *champ* rompt avec la vue interactionniste, en tenant compte de l'existence de certaines structures qui ont leurs lois propres. Un espace social structuré, « un champ de forces »(Bourdieu, 1997).

Cette structure, c'est-à-dire ce champ, est tout à fait invisible tant aux journalistes qu'au public, pour qui il ne reste qu'à en ressentir les effets. Selon Bourdieu, les médias «étaient doublement dominés» du point de vue culturel, symbolique, et du point de vue économique. Actuellement le décor a changé, en effet, la relation a été renversée, et les moyens de communication ont pris la place dominante économiquement et symboliquement, en spécial en ce qui concerne la télévision.

Il y a des révolutions des bases symboliques et matérielles qui touchent la société, touchant aussi les structures mentales, et qui changent la manière de voir et de penser. Les moyens de communication sont vraiment ajustés aux structures mentales du public. Les journalistes sont des «petits directeurs de conscience», les «porte-parole d'une morale typiquement petite bourgeoise»(Bourdieu, 1997).

C'est dans ce contexte que le champ de la blogosphère entre en action, car les grands moyens d'information perdent le monopole au bénéfice d'instruments de production et de diffusion de l'information. Mais ils ne perdent pas la forme de domination symbolique, un pouvoir d'être connu, une *notoriété publique*, capable de réaliser des productions symboliques.

Un autre secteur où les grands médias ont le pouvoir de la parole est en relation avec la création de l'agenda, puisqu'ils définissent les sujets éditoriaux, principalement les politiques. Dans un moment intérieur au journalisme, on voit des mécanismes et des alliances «qui permettraient de neutraliser certains effets qui naissent de la concurrence». Dans cet univers, la morale est toujours évoquée, car c'est leur vision du monde qu'ils veulent diffuser, en se faisant

porte-parole d'une "émotion populaire" et principalement d'une "opinion publique".

Les médias ont un pouvoir, donc "économiques médiatisés par les médias", une imposition de pouvoir à plusieurs univers comme le scientifique, par exemple. À travers les médias il y a une action instrumentale d'information mobilisatrice, "une forme perverse de la démocratie directe".

Le champ journalistique s'est constitué au XIX siècle à travers une opposition essentielle de deux logiques des légitimations: la reconnaissance auprès de leurs pairs et la reconnaissance auprès des lecteurs et de l'audimat (chiffre de vente). Il va de soi que cela fait partie d'une logique spécifique qui définit chaque position dans le champ. C'est un champ vraiment attaché en permanence à l'épreuve des verdicts du marché dont la cause principale est l'audimat.

Il y a une domination d'une logique commerciale (directe ou indirecte) et qui influence l'autonomie des différents champs et des productions culturelles. Cette domination est légitimée par la consécration d'une "visibilité médiatique", car il y a une "légitimité démocratique" à la logique commerciale, du marché, présente dans la condition de diffusion de la communication.

Selon Bourdieu l'existence des "intellectuels journalistiques" fait partie de deux champs, de deux univers de pouvoir, ce qui produit une apparence d'autorité intellectuelle aux sanctions du marché, provoquant un renforcement de l'effet d'audimat. Les conditions économiques et culturelles aident cette catégorie-là à promouvoir un jugement scientifique, un "monopole des instruments de diffusion" des informations.

Les agents qui sont engagés dans le champ politique et le champ journalistique ont des effets très puissants, car ces deux champs sont directement liés sous l'empire de la sanction du marché, c'est-à-dire, les agents engagés dans le champ journalistique renforcent les tendances du deuxième champ, celui de la politique.

Les nouvelles techniques d'information et communication, fondamentalement les blogs, ont trop d'influence sur le réseau mondial des ordinateurs, l'internet. Les blogs jouent un rôle important dans l'univers social, en extrapolant l'espace virtuel de l'internet au quotidien, comme un nouvel espace communicatif d'action social. Selon le rapport « State of Blogosphere 2008 », du site Technorati (2008), chargé de surveiller les blogs, la blogosphère a enregistré en 2008 un record de 133 millions de blogs indexés sur l'internet entre 2002 et 2008.

Ces données nous montrent que les blogs font partie de l'actualité à l'heure de la communication sur l'internet à travers les sources alternatives d'information. C'est une forme révolutionnaire de communication, où les lecteurs ont le droit de participation en écrivant des commentaires sur le blog, ce qui permet d'avoir la possibilité d'interactivité entre l'expéditeur et des destinataires de messages et aussi la capacité des usagers du réseau de produire des contenus à leur tour.

Il y a des blogs capables de produire un nouveau journalisme, plus agile, personnalisé, interactif. Comme un nouvel acteur politique dans les relations sociales. Il prend le rôle d'un réseau de communication alternatif aux médias traditionnels. Les nouvelles des principaux journaux sont incorporées au journalisme en ligne.

Dans la majorité des cas, les blogueurs sont des journalistes consolidés dans les médias traditionnels et donc ils ont le pouvoir symbolique qui leur assure plus de hits. De plus il y a des groupes de journalistes qui constituent un réseau d'échange d'information indépendant, au-delà des médias traditionnels, dont la liberté d'expression finit par motiver l'expression politique par la voie d'Internet.

Selon Castells (1999), la matière première de la politique est l'information, et dans ce contexte, les blogs sont les nouveaux espaces d'action au-dehors des institutions offrant une nouvelle possibilité d'interaction et de

communication capable d'influencer l'opinion publique. Il y a une intervention des blogs sur l'agenda des politiques et, par conséquent, sur les politiques publiques et sociales.

3. Les discours et données des grands médias sur les politiques des revenus en France

Dans les relations entre politique et internet, les blogs peuvent être compris comme un lieu de communication et même un acteur politique à des nouvelles dynamiques dans les relations sociales. C'est dans ce contexte que cette étude est pertinente si la compréhension de ce nouvel instrument est pris en compte pour la réflexion des politiques des revenus dans la contemporanéité.

La méthode est déterminée lorsque les informations publiées sur les blogs peuvent être considérées comme une forme d'expression sociale et politique, en analysant les contenus et les discours politiques sur la politique du RSA (Revenu de Solidarité Active). Les blogs des portails de l'internet, sur les pages des médias, sont choisis en analyse traditionnelle pour être les plus proches de la formule du journalisme traditionnel et avoir comme référence les mêmes professionnels des médias traditionnels, comptant sur leur capital symbolique et leur statut dans le campus médiatique en plus.

Dans ce cas, le blog est associé à l'entreprise journalistique et du propre journaliste et il y a aussi une plus grande visibilité face à un public et un nombre d'accès plus expressif. Une analyse des contenus des messages se développe lorsqu'il est facile d'accéder au positionnement du blogueur qui est, alors, pris comme objet d'étude.

Les discours des grands médias peuvent être observés à travers les blogs des grands journaux et ils sont différenciés en ce qui concerne les idéologies politiques et personnelles. Les journaux qui ont été utilisés pour cette recherche sont les blogs dont le nombre d'accès est assez important, d'où le choix de les

observer par rapport aux discussions qui y sont présentes et qui se prolongent sur les réseaux sociaux.

Les journaux impliqués dans cette recherche sont, dans la plupart de cas, de grande expression dans les médias: Le Mediapart, Rue89, Le Monte, Le Figaro et Atlantico. Le premier est considéré un journal de “gauche” et le deuxième de “centre gauche”. Le troisième est considéré de “centre”, le quatrième “droit” et le dernier de “centre droite”. Pour cette raison les blogs sont associés à l'entreprise journalistique et au propre journaliste obtenant une plus grande visibilité en face du public, avec de nombreux accès.

Il y a aussi les blogs “Boulevard Voltaire la liberté guide nos pas” et le blog de Monsieur Jean-Luc Mélenchon, qui ne sont pas associés à l'entreprise journalistique, mais au propre journaliste.

Cette recherche a été réalisée sur la base de l'orientation politique des journaux, c'est-à-dire, les textes considérés de “centre” et de “centre droite” qui ont moins d'articles en relation aux politiques des revenus, comme le RMI (Revenu Minimum d'Insertion), qui est différent du cas des blogs dits de “centre” et “centre gauche”.

Les blogs qui ont été analysés davantage étaient le Mediapart et Atlantico en raison de nous permettre de faire une analyse plus raffinée et qui s'opposent mutuellement, si on prend en compte leur orientation idéologique divergente.

4. Les messages

Les messages peuvent être de plusieurs types comme par exemple: *l'information directe, l'information indirecte, d'opinion, ironique, déterminé, moraliste, position politique ou critique*. Ces messages peuvent avoir des catégories diverses et à partir de ces catégories il est possible d'analyser les contenus afin de les caractériser et mieux connaître l'intention du blog.

L'information: directe ou indirecte	C'est l'information limitée à l'émission d'un fait, sans émission de jugements ou de réflexions. Directe: quand l'auteur donne lui-même l'information. Indirecte: quand l'auteur rapporte l'information d'un troisième.
D'opinion	C'est quand l'auteur donne une information ensuite de son avis sur le fait, étant argumentatif ou pas.
Ironique	C'est quand l'auteur donne votre point de vue en ironisant les faits, comme forme de conviction, provocation ou clôture de débat.
Déterminé	C'est quand l'auteur a la préoccupation de rencontrer des solutions à un problème
Moraliste	C'est quand l'auteur utilise l'opinion et le jugement moral pour transmettre l'information, ayant une implication émotionnelle dans son discours.
Position politique	Message dont le contenu montre un positionnement politique à cause de ses éléments idéologiques et partidaires.
Critique	Un message de teneur argumentatif, réflexif considérant des hypothèses sur les faits.

Fonte: Elaborada pela autora

Le blog du journal Mediapart a souligné l'importance du RMI dû à son propos de combattre la pauvreté, en affirmant que l'État devrait transformer le RMI en utilité publique et sociale à temps partiel, et dit encore:

Les (jeunes) chômeurs ne demandent pas simplement de l'argent, ils attendent un emploi et à travers lui de la dignité, se sentir utile à leur famille (fonder une famille pour les jeunes) et dans la société, ne pas en être exclu: ils attendent travail et pas seulement un revenu de remplacement à ne rien faire (ce qui est le contraire de la dignité) et ils attendent une socialisation par le biais d'une vie professionnelle (FHOGNE, 2012).

Décrivant la nécessité de socialisation de jeunes au chômage en reprenant la vie professionnelle, soulignant l'importance des postes de travail d'utilité publique, il nous montre l'importance d'avoir un travail pour la dignité individuelle dans une société moderne. Le RMI avait une section de support aux bénéficiaires par l'insertion sociale et professionnelle. Dans le blog du journal Atlantico, le discours est hétérogène, comme dans le paragraphe suivant:

Alors, après avoir essayé d'intégrer de force les oisifs au travail, l'histoire bascule avec une autre approche: la création d'un «Revenu minimum d'insertion» (RMI) en Grande-Bretagne, dès 1795 : c'est la loi de Speenhamland. Est-on dans du keynésianisme avant l'heure ou dans la charité? (ZOBERMAN, 2011).

Dans le passage ci-dessus, il y a la question sur l'assistance de l'État au moment où on touche la création du RMI comme une action "keynésienne" ou une action "charitable". Nous pouvons observer que la politique sociale du RMI n'est pas mise en question comme une politique de droit, mais plus comme une action de "charité" de l'État. Le même article a rapporté la réponse, comme il est possible de constater ci-dessous:

Ni l'un ni l'autre. C'est de la surveillance des pauvres! Les Britanniques voyaient que les pauvres d'Angleterre pouvaient - avec le début de la libéralisation du marché du travail - traverser le pays pour aller chercher du travail dans une autre ville - ou région - que celle où ils vivaient. Le pouvoir dans l'impossibilité de les suivre à la trace partout, perdait le contrôle des masses populaires pauvres. Or, voir des pauvres aussi libres que des riches a insupporté le pouvoir... On a donc pensé à un système pour les « sédentariser » en leur allouant une indemnité par tête pour qu'ils restent à l'endroit où ils habitent. Ils touchaient cette indemnité, qu'ils travaillent ou non. Les pauvres ne mourraient plus de faim; ce fut l'effet positif de cette loi. Mais cette indemnité «par tête» a provoqué deux effets pervers. Tout d'abord, elle a encouragé les classes populaires à faire plus d'enfants, car à chaque enfant qui naissait c'était une indemnité supplémentaire. Cela créa plus de pauvres, en fin de compte (ZOBERMAN, 2011).

Les critiques au programme de revenus sont bien remarquables car, selon l'auteur, ce qu'il fait correspond à une surveillance des pauvres. En plus il y a la critique disant que les bénéficiaires reçoivent l'allocation bien qu'ils travaillent ou pas. Mais il en mentionne le côté positif des politiques qui ne permettent pas que les pauvres ne meurent de faim. Cependant il souligne les points négatifs ayant comme résultats des conséquences perverses, comme:

1. Encourager les classes populaires à avoir plus d'enfants, puisqu'il y a une rémunération supplémentaire à chaque enfant né.
2. Avec l'augmentation d'enfants produirait l'augmentation du nombre de pauvres dans la population.

Il y a aussi les blogs moins connus exprimant l'opinion parfois moraliste de son créateur. Il y a des cas où l'auteur exprime son avis et un jugement moral pour transmettre l'information, imprégnée d'une implication émotionnelle.

Plusieurs discours semblables à celui sont retrouvés dans les grands médias, parfois ils sont au sein de la société aussi, sachant que les médias de masse reflètent ce que la société parle et ce qu'elle veut écouter.

Dans le domaine de la blogosphère, le blog du Monsieur Jean-Luc Mélenchon montre le changement récent dans le RSA-ACTIVITÉ qui autorise un versement complémentaire aux actifs gagnant moins de 1400 euros et âgés de plus de 18 ans. Le blog du Monsieur Jean-Luc Mélenchon est caractérisé par l'information directe et indirecte, et le logo du blog s'appelle "Politique à Gauche".

Le gouvernement reprend la logique libérale qui a prévalu lors de la création du RSA activité et de la prime pour l'emploi : une subvention des bas salaires par de l'argent public versé aux salariés sous formes de complément de revenu (MÉLENCHON, 2015).

Le journal Le Figaro, dans le format en ligne dit que le RSA continue de peser sur les comptes des départements, fondamentalement au budget de l'État.

La facture des prestations sociales restant à la charge des conseils généraux a augmenté de 5% en 2014. Les départements tiendront-ils longtemps face à l'envolée des dépenses du revenu de solidarité active (RSA)? Non, à en croire l'Observatoire de l'action sociale (Odas) pour qui, dans son rapport annuel, «les départements ne pourront plus, dans leur grande majorité, équilibrer leur budget dans un proche avenir». Les collectivités locales font en effet face depuis plusieurs années à un redoutable effet ciseaux. D'un côté, les dépenses sociales (35 milliards en 2014, dont 8,6 milliards d'allocations RSA) ont fortement augmenté sous l'effet de la crise (GUICHARD, 2016).

La question de la création du RSA activité est fort rapportée par les médias car le RSA socle est lié à une nouvelle forme du RMI. Donc cette nouveauté ressemble au RSA activité. Il faut y situer une réforme qui est *"en rupture"* avec ce qui l'a précédée.

Le journal Le Monde, format en ligne, a une caractéristique de message plus "Critique", mise en évidence par le discours des éditeurs, qui sont chercheurs dans le domaine de la Sociologie et de la Science Politique. Dans le cas du journal Le Figaro, l'information est en grande partie d'opinion /moraliste.

Le marché de l'emploi est si étriqué en ce moment que je ne vois pas en quoi un temps partiel, pour un bénéficiaire du RSA au chômage, serait pire que pas d'emploi du tout. Surtout qu'il gagnerait plus -c'est le propre du RSA- avec un temps partiel qu'à rester chez lui. Alors bien sûr que le RSA risque de développer le temps partiel. Et alors ? Je ne vois pas où est le mal. Certains secteurs d'activité (services à la personne...) ne peuvent proposer bien souvent que des temps partiels et la France accuse un certain "retard" en la matière par rapport à certains pays avec lesquels on aime tant se comparer (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Suède...) (LANDRÉ, 2009).

Ce style de blog qui est mis sur la page d'un journal a fréquemment beaucoup d'accès et dans plusieurs cas, le blogueur travaille pour le journal et donc, le blog est identifié au journal. Les journalistes font usage d'un blog pour écrire surtout au nom de la liberté.

Il y a aussi les blogs moins connus diffusant un positionnement parfois moraliste, quand l'auteur fait usage d'un jugement moral pour transmettre l'information, avec une implication émotionnelle, comme le cas du blog *Boulevard Voltaire la liberté guide nos pas*.

C'est dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale que ce pseudo-RSA, pour les 18-25 ans, avait été proposé en décembre 2012, payé finalement par le travailleur français sur ses impôts. Quel est l'intérêt de distribuer de l'argent à des jeunes qui ne font rien ? Est-ce dans un but purement électoral ? Est-ce du rafistolage pour éviter un embrasement de banlieue ? Triste message passé par notre gouvernement auprès d'une partie de notre jeunesse et de ceux qui gagnent leur vie à la sueur de leur front (DEMATHIEU, 2015).

Les médias adoptent un discours traditionnel qui stigmatise la pauvreté faisant rapport avec la paresse ou la mauvaise volonté des pauvres, ce qui traduit une conception moraliste, fondée sur une éthique du travail dans la plupart des cas.

5. Conclusion

La pauvreté est une question qui dérange la pensée démocratique contemporaine, car elle est toujours l'expression d'une inégalité, économique, culturelle, sociale et symbolique. Une question intolérable, principalement dans une société globalement riche et démocratique, pourtant, l'expression de la société à cette situation est bien contradictoire. Elle réalise des actions collectives face à ce phénomène.

Ces actions sont variées en relation à une frange de la population qui aperçoit la pauvreté d'une manière déterminée: "*désolation morale pour*

certains de voir parmi cette frange de la population l'expression directe de la paresse, de l'inculture et de l'irresponsabilité ; mauvaise conscience pour d'autres, sensibles avant tout à l'injustice faite à ces personnes à la limite de la survie, maintenues dans des conditions humainement insupportables"(Paugam, 2008, p. 91).

Selon Simmel (1998), le pauvre a un statut social, c'est-à-dire, il est défini fondamentalement par sa pauvreté et ce statut est défini à travers l'assistance qu'une personne a reçue publiquement de la collectivité. Cela détermine son statut de pauvre, une marque identitaire de la condition du pauvre. Le pauvre doit vivre, même temporairement, avec cette image négative que lui renvoie la société, une image qui est intériorisée, de ne plus être utile et de se voir sans pouvoir de s'y inscrire.

Ce travail avait comme objectif comprendre comme la société et surtout les médias attribuent certains statuts sociaux distincts aux pauvres en choisissant de leur venir en aide, à travers les représentations sociales, et ainsi leur altèrent les identités, en devenant un stigmaté avec un statut social dévalorisé.

En ce contexte, l'assistance est une intervention de l'État à la société et cela est compris comme un intérêt d'assister cette frange de la population, ce qui représente un facteur d'équilibre de force dans la société. En mieux disant, la société se fonde à partir de cette structure sociale, conservant le statut quo social. Les médias y opèrent un type de reversement symbolique de signification que le sens commun parvient à par attribuer à la société et, conséquemment, au phénomène social de la pauvreté.

Nous pouvons saisir l'expression des représentations sociales négatives et stigmatisantes en termes d'image que les bénéficiaires peuvent avoir d'eux-mêmes et de laquelle les médias font une reproduction systématiquement. La vision négative des assistés est aujourd'hui partagée, c'est une image dévalorisante. L'attribution d'un statut social lié à l'idée d'une stagnation d'une

situation de dépendance sociale se dévoile. Le terme “Rmiste” est un exemple de cette situation, employé de façon très courante dans les médias, voire dans le monde des professionnels du social.

Les médias adoptent un discours traditionnel par rapport à la pauvreté qui met tout avant la paresse ou la mauvaise volonté des pauvres. Il s’agit d’une conception, dans la plupart de cas, moraliste, fondé dans une éthique du travail. À travers cette optique, l’individu est responsable de soi, alors s’il est dans la pauvreté, il est dû au moins en partie à sa faute. Ce traitement de la pauvreté, depuis le moyen Âge, est réduit à la “potence ou pitié”, et après ma recherche sur les médias dans la blogosphère, il est perceptible que l’explication de la pauvreté par la paresse ait augmentée considérablement.

L’État souverain en matière sociale décide de transférer à des instances publiques, surtout aux départements, une partie de sa fonction de mise en œuvre de la politique globale d’action sociale, à travers les instruments de planification de l’offre sociale et médicale, c’est-à-dire, une décentralisation financière des départements.

Les pauvres ne seront pas aidés de la même façon sur l’ensemble du territoire. Il va de soi qu’il pose un problème qui se justifie selon le discours d’une gestion anonyme et bureaucratique du social. Cette conception laisse des franges de la population en dehors du droit, car pour en avoir accès, il faut être dans une situation conformée aux catégories constituées. Alors l’efficacité de cette action est discutable.

Il y a une précarité qui résulte de la gestion économique de la flexibilité, conséquence de la gestion publique du chômage. Cet effet transforme progressivement le droit du travail. Avec la création du RSA, l’État a créé un nouveau statut à la pauvreté, celle du travailleur précaire assisté, plus connu comme le non “revenu d’activité”, RSA-activité. Pour les travailleurs sociaux, l’emploi précaire constitue un horizon en matière d’intégration professionnelle.

Lapauvreté n'est pas seulement le manque des biens matériels, mais un statut social spécifique, dévalorisé, qui marque l'identité. La pauvreté est le signe et le symbole de l'échec social à travers une dégradation morale, une "anomalie". Pour cette raison l'assistance est un fondement de l'ordre social, dès le moment où on est assisté, on passe à faire partie d'un groupe caractérisé par la pauvreté et dans la plupart de cas, on devient "stigmaté". Ce qui est exploré par les médias pour caractériser cette population.

Il y a une crise de statut créé dans la plupart de cas par le chômage et l'humiliation résultant du manque d'honneur et de dignité à l'individu qui n'est pas intégré au monde du travail. C'est un sentiment d'être exclu et méprisé. En réalité les travailleurs allocataires, n'ayant pas d'autre statut à appartenir, ils partagent d'un sentiment d'infériorité sociale.

Bibliographie

ASTIER, I. **Revenu Minimum et souci d'insertion**. Paris : Desclée de Brouwer, 1997.

BERNARD, G.; DOMINIQUE, M. **Le RSA, innovation ou réforme technocratique? Premiers enseignements d'une monographie départementale**. N° 152. Disponível em : https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1289/files/2013/09/pdf_WP2011-1GomelMeda.pdf. Acessado em : novembre 2011.

BOURDIEU, P. **Meditações Pascalianas**. Brasil: Bertrand, 2001.

_____. **Sur la Télévision**. Paris: Raisons d'agir, 1996.

DELAGE, B. **L'évaluation des politiques sociales**. Paris: Editions de la maison de sciences de l'home d'aquitaine, 1996.

DEMATHIEU, L. Quand le gouvernement encourage la paresse. In: **Boulevard Voltaire la liberté guide nos pas**. 2015. Disponível em: <<http://www.bvoltaire.fr/ludovicdemathieu/gouvernement-encourage-paresse,193388>>. Acessado em: 20/02/2016

FHOGNE, J. L'Etat doit transformer les assedics et Rmi en salaires dans des emplois d'utilité publique et sociale à temps partiel In: **Mediapart**. Disponível em: <<https://blogs.mediapart.fr/jfhogne/blog/230612/letat-doit-transformer-les-assedics-et-rmi-en-salaires-dans-des-emplois-dutilite-publique-et-sociale-te>>. Acessado em: XX-XX-XXXX.

GUICHARD, G. Les départements piégés par l'envolée du RSA. In : **Le Figaro**. Disponível em: <<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/03/24/20002-20160324ARTFIG00265-les-departements-pieges-par-l-envolee-du-rsa.php>>. Acessado em: 24/03/2016.

HABERMAS, J. **Mudança Estrutural da Esfera Pública**. Rio de Janeiro: Biblioteca do Tempo Universitário, 2003.

JARDIM, M. C; FLORES, M. S. Programa Bolsa Família: enquadramento cognitivo dos direitos sociais. In: JARDIM, M. C. (Org.). **Estado e mercado no Brasil contemporâneo**. nº. 6 de 2013, p. 125-152. Disponível: <<http://www.fclar.unesp.br/Home/Instituicao/Administracao/DivisaoTecnicaAcademica/ApoioaoEnsino/LaboratorioEditorial/serie-temas-em-sociologia-n.6.pdf>>. Acessado em: 31-07-2015.

LANDRÉ, M. RSA, les nouvelles critiques... infondées In : **Figaro**. Disponível em: <<http://blog.lefigaro.fr/social/2009/06/un-temps-partiel-est-preferabl.html>>. Acessado em: 18-09-2015.

MÉLENCHON, Jean-Luc. Loi Rebsamen: une loi de reculs sociaux et d'inégalité. In: **Politique à Gauche**. 2015. Disponível em: <<http://www.jean-luc-melenchon.fr/arguments/loi-rebsamen-une-loi-de-reculs-sociaux-et-dinegalite/>>. Acessado em: 28-01-2016.

MERTON, R. K. **Social Theory and Social Structure**. New York: Free Press, 1968.

MILANO, S. **Le revenu minimum garanti**. Paris : PUF, 1989.

PAUGAM, S; MARION, S. La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970. Analyse des variations structurelles et conjoncturelles. In: **Economie et Statistique**, n°383-384-385, 2005. Disponível em: <http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es383-384-385m.pdf>. Acessado em: 18-02-2016

PAUGAM, S. DUVOUX, N. **La régulation des pauvres**. Du RMI au RSA. Paris : Presses Universitaires de France, 2008.

SERVERIN; G. Le revenu de solidarité active ou l'avènement des droits incitatifs. In: **Centre d'études de l'emploi**. N° 154, mars 2012. Disponível em: <<http://www.cee-recherche.fr/publications/document-de-travail/le-revenu-de-solidarite-active-ou-lavenement-des-droits-incitatifs>>. Acessado em: 02-02-2016.

SIMMEL, G. **Les pauvres**. Paris: PUF, 1998.

SOUZA, J. **A construção social da subcidadania: por uma sociologia política da modernidade periférica**. Belo Horizonte: Editora UFMG RJ, 2003.

THÉRÈSE, M; LAMBERT, J. **Politiques Sociales**. Paris : Presses de la Fondation Nationale de sciences politiques & DALLOZ, 1994.

ZOBERMAN, Y. De la Bible au RMI, ces chômeurs dont on a toujours eu peur ! In: **Atlantico**. 2011. Disponível em: <<http://www.atlantico.fr/decryptage/chiffres-chomage-forte-remontee-octobre-peur-pauvres-rmi-rsa-bible-moise-yves-zoberman-234049.html#rhZbhz8BFobB6eHA.99>>. Acessado em: 25/06/2014

WARREN, M. **Democracy and association**. Princeton/New Jersey: Princeton University Press, 2001.

WRENSKI, J. Grande pauvreté et précarité économique et sociale. In: **Avis et rapports du Conseil économique et social**. n° 4074, 1987. Disponível em: <<http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Rapports/1987/Rapport-WRESINSKI.pdf>>. Acessado em: 12-11-2015.

Recebido em: 21/03/2016
Aprovado em: 20/07/2016